

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Aguas-de-Barcelona-suit-son-actionnaire-le-groupe-Suez-dans-son-retrait-d-Argentine>

Aguas de Barcelona, suit son actionnaire le groupe Suez dans son retrait d'Argentine

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -

Date de mise en ligne : mardi 13 septembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Depuis l'Espagne, le porte-parole du second actionnaire d'Aguas Argentinas, la catalanne Agbar, a fait de sa décision d'accompagner Suez dans son retrait du pays. Agbar est contrôlée par Suez. Kirchner espère traiter le sujet avec les autorités espagnoles et françaises. Pendant douze ans, Aguas Argentinas a été l'objet de plus d'une plainte pour irrégularités.

Il ne pouvait en être autrement. Quelques heures après que le groupe français Suez rendait publique la décision de recommander au Conseil d'Administration et aux actionnaires d'Aguas Argentinas de laisser la concession du service d'eaux et d'égouts dans la zone métropolitaine, l'autre important actionnaire de la compagnie, Aguas de Barcelona, a laissé apparaître une position semblable.

Un porte-parole du groupe, dont le siège est dans la ville catalanne, a fait une déclaration concise dans laquelle il s'est limité à informer de cette décision. Agbar contrôle 25.01% des actions d'Aguas Argentinas, qui en les ajoutant au 39.93% détenus par Suez, donnent à cette annonce une connotation très particulière. Toutefois, il ne convenait pas de s'attendre une autre définition, puisque Suez est, aussi propriétaire d'Agbar.

Comme une dernière instance de négociation, le président du pays, Néstor Kirchner, a programmé d'aborder ce sujet à New York (où il a voyagé hier soir) avec les représentants de la France et de l'Espagne qui prennent part à la rencontre de l'Onu dans cette ville.

Kirchner a une la réunion avec le chef de gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero. Il y aura aussi une rencontre avec son homologue français, Jacques Chirac. Si celui-ci renonce finalement son voyage à cause de ses problèmes de santé, il rencontrera son premier ministre Dominique de Villepin. De ces réunions entre amis sortira la suite du feuilleton autour d'Aguas Argentinas.

Entre Suez et Aguas de Barcelona (Agbar), ils contrôlent un peu moins de 65% de l'entreprise argentine. Mais Suez a la majorité relative dans Hisusa, qui est le propriétaire à 47.1% d'Agbar, et une participation additionnelle de 1.5% dans l'entreprise catalanne.

La décision d'Agbar a été rendue publique après la publication, dans le journal spécialisé espagnol Cinco Dias, de l'information selon laquelle l'entreprise allait désinvestir massivement d'Amérique latine. Outre l'Argentine, Aguas de Barcelona est présente en Uruguay, en Colombie, Brésil, Mexique, Cuba et au Chili. Face à cette version, le porte-parole a été obligé d'admettre que la décision de se retirer concernait seulement l'Argentine. Et il a refusé de donner des détails de l'affaire.

Suez et Agbar ont déjà démontré qu'ils jouent en bloc quand, il y a trois mois et demi, ils ont décidé de renoncer à la concession d'Aguas de Santa Fe. Dans la compagnie provinciale, les français dominaient avec 51.69 % d'actions et leur filiale détenait 10,89%. Les deux partenaires ont claqué la porte après plusieurs mois de négociations avec le gouvernement de la Province de Santa Fe.

Il leur reste encore la direction d'Aguas Cordobesas. Pour le moment il n'y a pas eu de déclaration publique sur cette entreprise, mais il convient de décrypter les propos du porte-parole d'Aguas de Barcelona : il a déclaré que l'intention était de s'en aller de l'Argentine.

Face à la crise de l'entreprise, la position du Gouvernement a été arrangeante. "S'ils (les directions des entreprises)

décident de négocier dans les termes que nous posons, nous sommes toujours disposés", a assuré de Vido lors d'une intervention à José C. Paz, où il a accompagné Kirchner. Dès le début, dans du coté des officiels on a cru que le dernier mot n'avait pas encore en dépit de la dureté des dirigeants de l'entreprise. Dans la même ligne le chef de Cabinet s'est prononcé : " C'est leur décision à eux", a signalé Alberto Fernández.

Maintenant, c'est du coté de Big apple - New York que les choses se passent , où Kirchner va retrouver ses collègues européens. "Sûrement (les représenants) des consultations auront lieu et nous leur raconterons quelles sont les différences", a suggéré de Vido avant de s'envoler vers New York.

Depuis Paris, le gouvernement français a donné un indice sur sa position face à la question. Le porte-parole du Ministère des Affaires Extérieures, Jean-Baptiste Mattei, a souligné que "la France regrette le développement de cette affaire". Mais il a clairement dit qu'il "revient à Suez d'apprécier la situation" et a assuré que la relation bilatérale entre les gouvernements n'est pas uniquement régie par les questions économiques.

Depuis que la crise a éclaté, le Gouvernement a évité tout type de confrontation publique. Il n'a même pas fait mention de longue liste de ses obligations non respectée par la compagnie pendant ces 12 ans comme prestataire du service. "Nous devons respecter la loi qui nous oblige à renégocier le contrat et nous devons passer toutes les instances", a répondu le ministre de Planification quand Página/12 l'a consulté sur la chance de laisser tomber les accords, vu le non respects des obligations. (Voir : [[Une accumulation d'irrégularités durant douze ans de concession du groupe français Suez](#)])

[Página 12](#), 13 septembre 2005

Traduction pour El Correo par Estelle et Carlos Debiasi